

ACTES ADMINISTRATIFS DU DÉPARTEMENT DU VAR

Année 2022 • N° 30 bis

Publication parue
le 26 octobre 2022



LE DÉPARTEMENT

**ACTES
ADMINISTRATIFS
DU DÉPARTEMENT
DU VAR**

ARRETES

SOMMAIRE

Direction du secrétariat général et de l'appui aux transformations

AR 2022-1543 ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AUX RESPONSABLES DES SERVICES DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE 4

Direction du secrétariat général et de l'appui aux transformations

AR 2022-1545 ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AUX RESPONSABLES DE SERVICE DE LA DIRECTION DE L'AUTONOMIE 22

Direction du secrétariat général et de l'appui aux transformations

AR 2022-1555 ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AUX RESPONSABLES DES SERVICES DE L'ETABLISSEMENT DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE 30

Direction du secrétariat général et de l'appui aux transformations

AR 2022-1576 ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AU SEIN DE LA DIRECTION GENERALE DES SERVICES 37

Direction du secrétariat général et de l'appui aux transformations

AR 2022-1634 ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AUX RESPONSABLES DE LA DIRECTION DES FINANCES 44

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

DGS-SG/
SA

Acte n° AR 2022-1543

**ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AUX
RESPONSABLES DES SERVICES DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE**

Le Président du Conseil départemental du Var,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3221-1, L.3122-2 et L.3221- 3,

Vu la délibération du Conseil départemental du Var n° A1 du 26 octobre 2022 relative à l'élection de son Président,

Vu l'arrêté départemental n°AR 2022-915 du 7 juillet 2022 portant organisation des services du département du Var,

Vu l'arrêté départemental n° AR 2022-1500 du 11 octobre 2022 portant délégation de signature aux responsables de la direction de l'enfance et de la famille,

Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté départemental n° AR 2022-1500 du 11 octobre 2022 portant délégation de signature aux responsables de la direction de l'enfance et de la famille,

Sur proposition de la directrice générale des services du Département,

ARRETE

Article 1 : Les délégations de signature concernant les agents ci-après sont accordées à l'effet de signer,

dans la limite de leurs attributions respectives et au nom du Président du Conseil départemental du Var, les décisions, actes et documents, visés en annexe.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à **Madame Christine WENZEL**, attachée territoriale hors classe, directrice de l'enfance et de la famille.

En son absence ou empêchement :

Madame Hélène COTTAVOZ, attachée territoriale principale, directrice adjointe, en charge du pôle aide sociale à l'enfance,

Monsieur Thierry OLIVIER, médecin territorial hors classe "échelon spécial", directeur adjoint, en charge du pôle de la protection maternelle et infantile et promotion de la santé, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

Article 3 : Délégation de signature est accordée aux responsables de pôle :

- **Madame Hélène COTTAVOZ**, attachée territoriale principale, directrice adjointe de l'enfance et de la famille, en charge du pôle aide sociale à l'enfance,

En son absence ou empêchement, **Madame Roxane CALABRESE**, attachée territoriale, chargée d'appui en protection de l'enfance, bénéficie des mêmes délégations.

- **Monsieur Thierry OLIVIER**, médecin territorial hors classe "échelon spécial", directeur adjoint de l'enfance et de la famille, en charge du pôle de la protection maternelle et infantile et de la promotion de la santé.

En son absence ou empêchement, **Madame Kareen THIBAUT**, médecin territorial hors classe, médecin référent départemental de la protection de l'enfance, bénéficie des mêmes délégations.

Pôle aide sociale à l'enfance

Article 4 : Délégation de signature est accordée aux responsables de services, cellules et inspecteurs de l'enfance :

1. Service départemental de la protection enfance famille

Madame Corinne BALESTRIERI, attachée territoriale principale, responsable du service départemental de la protection enfance famille.

1.1. Inspecteurs de l'enfance

1.1.1 Unité territoriale sociale Toulon centre :

Madame Corinne BALESTRIERI, attachée territoriale principale, responsable du service départemental de la protection enfance famille.

En son absence ou empêchement,

- **Madame Anne-Laure EXCOFFON-JOLLY**, attachée territoriale, inspectrice enfance,

- **Madame Johanna VITRANT**, attachée territoriale, inspectrice enfance,

- **Madame Magali BUQUET**, attachée territoriale principale, inspectrice enfance,

- **Madame Sylvie PONTGELARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance,

- **Madame Sylvie ROZE**, conseillère socio-éducative supérieure, inspectrice enfance,

- **Monsieur Renaud REYNAUD**, attaché territorial, inspecteur enfance,

- **Madame RAVEL Bénédicte**, attachée territoriale, inspectrice enfance,

bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.2 Unité territoriale sociale Toulon est :

Madame Anne-Laure EXCOFFON-JOLLY, attachée territoriale, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Madame Johanna VITRANT**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame RAVEL Bénédicte**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Magali BUQUET**, attachée territoriale principale, inspectrice enfance,
- **Monsieur Renaud REYNAUD**, attaché territorial, inspecteur enfance,
- **Madame Sylvie PONTGELARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Sylvie ROZE**, conseillère socio-éducative supérieure, inspectrice enfance, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.3 Unité territoriale sociale Toulon ouest :

Madame Johanna VITRANT, attachée territoriale, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Madame Anne-Laure EXCOFFON-JOLLY**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Sylvie ROZE**, conseillère socio-éducative supérieure, inspectrice enfance,
- **Madame Magali BUQUET**, attachée territoriale principale, inspectrice enfance,
- **Madame RAVEL Bénédicte**, attachée territoriale inspectrice enfance,
- **Madame Sylvie PONTGELARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Monsieur Renaud REYNAUD**, attaché territorial, inspecteur enfance, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.4 Unité territoriale sociale Coeur du Var, Hyères :

Madame RAVEL Bénédicte, attachée territoriale, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Madame Magali BUQUET**, attachée territoriale principale, inspectrice enfance,
- **Madame Sylvie ROZE**, conseillère socio-éducative supérieure, inspecteur enfance,
- **Madame Sylvie PONTGELARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Monsieur Renaud REYNAUD**, attaché territorial, inspecteur enfance,
- **Madame Anne-Laure EXCOFFON-JOLLY**, attachée territoriale, inspectrice enfance, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.5 Unités territoriales sociales Val Gapeau Iles d'Or hors Hyères :

Madame Magali BUQUET, attachée territoriale principale, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Madame RAVEL Bénédicte**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Anne-Laure EXCOFFON-JOLLY**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Sylvie PONTGELARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Sylvie ROZE**, conseillère socio-éducative supérieure, inspectrice enfance,
- **Monsieur Renaud REYNAUD**, attaché territorial, inspecteur de l'enfance,
- **Madame Johanna VITRANT**, attachée territoriale, inspectrice enfance, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.6 Unités territoriales sociales La Seyne-sur-Mer (centre ville) et Littoral Sud Sainte Baume :
Monsieur Renaud REYNAUD, attaché territorial, inspecteur enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Madame Sylvie PONTGELARD**, attache territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Anne-Laure EXCOFFON-JOLLY**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Magali BUQUET**, attachée territoriale principale, inspectrice enfance,
- **Madame RAVEL Bénédicte**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Johanna VITRANT**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Sylvie ROZE**, conseillère socio-éducative supérieure, inspectrice enfance, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.7 Unités territoriales sociales La Seyne-sur-Mer (hors centre ville) et Saint-Mandrier :
Madame Sylvie PONTGELARD, attachée territoriale, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Monsieur Renaud REYNAUD**, attaché territorial, inspecteur enfance,
- **Madame RAVEL Bénédicte**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Johanna VITRANT**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Sylvie ROZE**, conseillère socio-éducative supérieure, inspectrice enfance,
- **Madame Magali BUQUET**, attachée territoriale principale, inspecteur inspectrice enfance,
- **Madame Anne-Laure EXCOFFON-JOLLY**, attachée territoriale, inspectrice enfance, bénéficiant suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.8 Unité territoriale sociale Provence Verte Haut Var Verdon :
Monsieur Guillaume BERNARD, attaché territorial, inspecteur enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Madame Karine RICHARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
- **Madame Sandrine FONTAINE**, conseillère socio-éducative, inspectrice enfance, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.9 Unités territoriales sociales Aire Dracénoise et Fayence :
Madame Sandrine FONTAINE, conseillère socio-éducative, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Monsieur Guillaume BERNARD**, attaché territorial, inspecteur enfance,
- **Madame Karine RICHARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.10 Unités territoriales sociales Var Esterel :
Madame Karine RICHARD, attachée territoriale, inspectrice enfance,

En son absence ou empêchement,

- **Monsieur Guillaume BERNARD**, attaché territorial, inspecteur enfance,
- **Madame Sandrine FONTAINE**, conseillère socio-éducative, inspectrice enfance, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.11 Unités territoriales sociales Golfe de Saint Tropez :

Madame Sandrine FONTAINE, conseillère socio-éducative, inspectrice enfance,

En son absence ou empêchement,

Monsieur Guillaume BERNARD, attaché territorial, inspecteur enfance,

Madame Karine RICHARD, attachée territoriale, inspectrice enfance,
bénéficiaire, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.1.12 Délégation d'Autorité Parentale/Tutelles/Pupilles de l'État sur l'ensemble du département :

Madame Sylvie ROZE, conseillère socio-éducative supérieure, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement,

- **Madame RAVEL Bénédicte**, attachée territoriale, inspectrice enfance,

- **Madame Magali BUQUET**, attachée territoriale principale, inspectrice enfance,

- **Madame Anne-Laure EXCOFFON-JOLLY**, attachée territoriale, inspectrice enfance,

- **Madame Sylvie PONTGELARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance,

- **Monsieur Renaud REYNAUD**, attaché territorial, inspecteur enfance,

- **Monsieur Guillaume BERNARD**, attaché territorial, inspecteur enfance,

- **Madame Sandrine FONTAINE**, conseillère socio-éducative, inspectrice enfance,

- **Madame Karine RICHARD**, attachée territoriale, inspectrice enfance,
bénéficiaire, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

1.2. Cellule de recueil des informations préoccupantes :

Madame Valérie FONTAINE, attachée territoriale, responsable de la Cellule de recueil des informations préoccupantes.

2. Service départemental des mineurs non accompagnés

Madame Paola ABELLONIO, attachée territoriale principale, responsable du service départemental des mineurs non accompagnés

2.1 Inspecteurs Mineurs Non Accompagnés:

2.1.1 Par ordre alphabétique : Mineurs de A à J

Madame Manon CORSINI, attachée territoriale, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement, **Madame Céline GOURLAOUEN**, attachée territoriale, inspectrice enfance bénéficie des mêmes délégations.

2.1.2 Par ordre alphabétique : Mineurs de K à Z

Madame Céline GOURLAOUEN, attachée territoriale, inspectrice enfance.

En son absence ou empêchement, **Madame Manon CORSINI**, attachée territoriale, inspectrice enfance bénéficie des mêmes délégations.

3. Service départemental d'accueil familial

Madame Carole DESMET, attachée territoriale, responsable du service départemental d'accueil familial.

En son absence ou empêchement, **Madame Ghislaine MERLIN**, conseillère socio-éducative, responsable adjointe à la responsable du service départemental d'accueil familial, bénéficie des mêmes délégations.

4. Service départemental de l'adoption

Monsieur Christian BOUIC, attaché territorial, responsable du service départemental de l'adoption.

En son absence ou empêchement, **Madame Laure RESSEGUIER**, attachée territoriale, chargée de mission adoption et responsable adjointe du service départemental de l'adoption, bénéficie des mêmes délégations.

Pôle protection maternelle et infantile et promotion de la santé

Article 5 : Délégation de signature est accordée au **Docteur Thierry OLIVIER**, responsable du service départemental de la protection maternelle et infantile ainsi qu'aux responsables de services, cellules et responsable de la pharmacie départementale :

1. Service départemental de la protection maternelle et infantile

- **Madame Florence LEPINAY**, attachée territoriale principale, responsable de la cellule assistants maternels et familiaux,
- **Madame Solange GIUGIARO-FLAMENT**, conseillère supérieure socio-éducative territoriale, responsable de la cellule établissements d'accueil de jeunes enfants,
- **Madame Nathalie FORQUIN**, attachée territoriale principale, responsable de la cellule administration générale,
- **Madame Axelle MAROSSERO**, pharmacienne territoriale, responsable de la pharmacie départementale.

En son absence ou empêchement, **Madame Marie-Laure MARIN**, pharmacienne territoriale du pôle de la protection maternelle et infantile et de la promotion de la santé, bénéficie des mêmes délégations.

2. Service actions de santé

Madame Anne POTTIER, médecin territorial hors classe "échelon spécial", responsable du service actions de santé.

3. Unités de Promotion de la Santé – UPS

3.1 UPS Littoral Sud Sainte-Baume

Madame Magali MARCOUIRE, médecin territorial hors classe, responsable de l'unité de promotion de la santé Littoral Sud Sainte-Baume.

En son absence ou empêchement,

Madame Laurence BOULON, médecin territorial hors classe, médecin de protection maternelle et infantile,

Madame Marie-Agnès LOUGE, médecin territorial, médecin de protection maternelle et infantile, bénéficient des mêmes délégations.

3.2 UPS La Seyne-sur-Mer/ Saint-Mandrier

Madame Sonia ADNIN, médecin de protection maternelle et infantile, responsable de l'unité de promotion de la santé de La Seyne-sur-Mer/Saint Mandrier.

En son absence ou empêchement, **Madame Sonia RAMARIA**, médecin territorial de 1ère classe, médecin de protection maternelle et infantile, bénéficie des mêmes délégations.

3.3 UPS Toulon

Mme Florence ROEDERER, cadre de santé de première classe, responsable de l'unité de promotion de

la santé de Toulon.

En son absence ou empêchement :

- **Madame Fabienne BLATTEAU**, médecin territorial de première classe, médecin de protection maternelle et infantile,
 - **Madame Mathilde DE FLEURIEU**, médecin territoriale, médecin de protection maternelle et infantile,
 - **Mme Hélène ROUGIER**, médecin territorial de première classe, médecin de protection maternelle et infantile,
- bénéficient, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

3.4 UPS Val Gapeau Îles d'Or

Madame Stéphanie SOTO GIMENEZ, cadre de santé territorial de 1ère classe, responsable de l'unité de promotion de la santé de Val Gapeau Îles d'Or.

En son absence ou empêchement,

- **Madame Edwige GUERIN**, puéricultrice territoriale hors classe, responsable adjointe du service de l'unité de promotion de la santé de Val Gapeau Îles d'Or,
 - **Madame Françoise MAESTRACCI**, médecin territorial hors classe, médecin de protection maternelle et infantile,
 - **Madame Fabienne BOSSON**, médecin territorial de première classe, médecin de protection maternelle et infantile,
 - **Madame Emeline GIULIANO**, médecin territoriale, médecin de protection maternelle et infantile,
- bénéficient, dans l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

3.5 UPS Var Estérel et Golfe de St-Tropez

Madame Mireille DIENNET, médecin territorial hors classe "échelon spécial", responsable de l'unité de promotion de la santé de Var Estérel.

En son absence ou empêchement, **Madame Christelle THEVENIN**, médecin territorial de première classe, médecin de protection maternelle et infantile, bénéficie des mêmes délégations.

3.6 UPS Aire Dracénoise et Territoire de Fayence

Madame Corinne DELOLME, médecin territorial hors classe, responsable de l'unité de promotion de la santé de l'Aire Dracénoise et territoire de Fayence.

En son absence ou empêchement, **Madame Corinne GUICHARD**, médecin territoriale hors classe, médecin de protection maternelle et infantile, bénéficie des mêmes délégations.

3.7 UPS Provence Verte, Haut Var Verdon et Cœur du Var

Madame Colette COTILLEC, médecin territorial hors classe "échelon spécial", responsable de l'unité de promotion de la santé de Provence Verte, Haut Var Verdon et Cœur du Var.

En son absence ou empêchement,

Madame Nathalie MANDATI, médecin territorial hors classe, médecin de protection maternelle et infantile,

Madame Chantal CORDONNIER, cadre supérieur de santé, cadre de soutien, responsable adjointe du service de l'unité de promotion de la santé de Provence verte, Haut Var Verdon et Cœur du Var, bénéficie, dans l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

Services directement rattachés à la directrice de l'enfance et de la famille

Article 6 : Délégation de signature est accordée aux responsables de services et de cellules :

1. Service administratif et financier

Monsieur Frédéric LAVALLEE, attaché territorial principal, responsable du service administratif et financier.

1.1 Cellule budget

Madame Betty FREJAVILLE, rédactrice principale de 2ème classe, responsable de la cellule budget.

2. Service départemental de la qualité des prestations

Madame Nobla BENNOUR, attachée principale, responsable du service départemental de la qualité des prestations.

En son absence ou empêchement **Madame Anne RAYNAUD**, conseillère socio-éducative principale, conseillère technique du service départemental qualité des prestations, bénéficie des mêmes délégations.

2.1 Cellule tarification

Madame Catherine VESPERINI, rédactrice principale 1ère classe, responsable de la cellule tarification du service départemental de la qualité des prestations.

3. Cellule observatoire départemental de la protection de l'enfance

Madame Florence BRIZIO, attachée territoriale principale, responsable de la cellule observatoire départemental.

4. Cellule coordination de la prévention

Madame Christine WENZEL, attachée territoriale hors classe, directrice de l'enfance et de la famille.

En l'absence ou empêchement de **Mme WENZEL Christine** :

Madame D'ERMO Valérie, attachée territoriale, coordinatrice de la cellule coordination de la prévention.

En l'absence ou empêchement de **Mme Christine WENZEL** et de **Mme Valérie D'ERMO** : **Madame GEBELLIN Vanessa**, attachée territoriale, coordinatrice de la cellule coordination de la prévention.

bénéficient des mêmes délégations.

Article 7 : L'arrêté départemental n° AR 2022-1500 du 11 octobre 2022 précité est abrogé.

Article 8 : La directrice générale des services, la directrice de l'enfance et de la famille et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en ligne sur le site internet du Département.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Président du Conseil départemental du Var et/ou contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les délégataires de signature et dans un délai de deux mois à compter de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site « www.telerecours.fr ».

Fait à Toulon, le 26/10/2022

Signé : Jean-Louis MASSON
Le Président du Conseil départemental du Var

Réception au contrôle de légalité : 26 octobre 2022
Référence technique : 83-228300018-20221026-lmc3170124-AR-1-1

Acte certifié exécutoire
le : 26/10/2022
Pour le Président du Conseil départemental
La directrice générale des services

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 26/10/2022

DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE
ANNEXE A L'ARRETE N° AR 2022- 1543
DELEGATIONS ATTRIBUEES EN PROPRE (HORS SUBDELEGATIONS)

| CODE | NATURE DE LA DÉLÉGATION | DIRECTEUR | DIRECTEURS ADJOINTS | RESPONSABLES DE SERVICE | INSPECTEURS ENFANCE | CHARGÉ DE MISSION | CONSEILLER TECHNIQUE | RESPONSABLES DE CELLULES | RESPONSABLES D'UPS | MÉDECIN RESPONSABLE DU SERVICE ACTION DE SANTÉ | PHARMACIENS |
|----------|---|-----------|------------------------|----------------------------|------------------------|----------------------|-------------------------|--|-----------------------|---|-------------|
| A | ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | | | | | |
| A1 | La correspondance administrative, y compris électronique | X | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous |
| A2 | Les accusés de réception des demandes au sens des dispositions du code des relations entre le public et l'administration. | X | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | |
| A3 | Les conventions (dans la mesure où l'engagement financier du Département est inférieur à 23 000 €). | X | Tous | | | | | Nathalie FORQUIN | | | |
| A4 | Les certificats administratifs. | X | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | Tous | | |
| A5 | Les ampliations et copies certifiées conformes des pièces administratives. | X | Tous | Tous | Tous | | Tous | Tous | Tous | | |
| A6 | Les demandes de subventions | X | Tous | | | | | | | | |
| A7 | Les réponses aux recours gracieux et aux recours administratifs préalables | X | Tous | Frédéric LAVALLEE | | | | Florence LEPINAY Solange GIUGIARO-FLAMENT | | | |
| A8 | Les dépôts de plaintes pénales au nom du Département | X | Tous | | | | | | Tous | | |
| B | COMMANDE PUBLIQUE DÉFINITIONS : - par le terme «préparation», comprendre tous les actes, décisions et pièces antérieures à la passation du marché (définition du besoin, allotissement, rédaction du marché) ainsi que le lancement de la publicité préalable - par le terme «passation», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs au lancement de la publicité préalable (demandes de compléments, négociation, déclaration sans suite, signature et notification du marché) - par le terme «exécution», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs à la passation | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|-----------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | (y compris modifications et résiliation) à l'exception des actes codifiés B5 à B9 | | | | | | | | | | |
| | DÉFINITIONS : - par le terme «préparation», comprendre tous les actes, décisions et pièces antérieures à la passation du marché, - par le terme «passation», comprendre la signature du marché, - par le terme «», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs à la passation (y compris toute modification sous réserve de l'avis de la commission d'appel d'offres lorsque cet avis est requis conformément aux dispositions de l'article L.1414-4 du code général des collectivités territoriales), hors B4 à B8 | | | | | | | | | | |
| B1 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et à la passation des marchés publics (hors urgence dûment justifiée et urgence impérieuse) | | | | | | | | | | |
| B1-A | dont le montant est inférieur à 40 000 € HT | | | | | | | | | | |
| B1-B | dont le montant est inférieur à 90 000 € HT | | | | | | | | | | |
| B1-C | dont le montant est inférieur au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique hors travaux | | | | | | | | | | |
| B1-D | dont le montant est inférieur à 500 000 € HT pour les travaux | | | | | | | | | | |
| B1-E | dont le montant est supérieur ou égal 500 000 € HT pour les travaux et supérieur ou égal au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique pour les marchés hors travaux | | | | | | | | | | |
| B2 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et la passation des marchés passés en cas d'urgence dûment justifiée prévue aux articles R2161-3-3°, R2161-6-1°, R2161-8-3°, R2161-12 alinéa 2 et R2161-15-3° du code de la commande publique ou d'urgence impérieuse prévue à l'article R2122-1 du code de la commande publique, | | | | | | | | | | |
| B3 | Les actes, décisions et pièces relatifs à l'exécution des marchés publics : | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|----------|--|---|------|-------------------|------|--|--|---|------|------|------|
| B3-A | hors décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure | | | | | | | | | | |
| B3-B | pour les décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure et résiliation le cas échéant, | | | | | | | | | | |
| B4 | Les bons de commande | X | Tous | Tous | Tous | | | Tous | Tous | Tous | Tous |
| B5 | Les ordres de service | X | Tous | Tous | Tous | | | Tous | Tous | Tous | Tous |
| B6 | Les opérations préalables à la réception des travaux et les opérations de vérification des fournitures ou des services | X | Tous | | | | | | | | Tous |
| B7 | La réception des travaux, fournitures et services | X | Tous | Tous | | | | Catherine VESPERINI | Tous | Tous | Tous |
| B8 | Les certificats pour paiement | X | Tous | Frédéric LAVALLEE | | | | Catherine VESPERINI Nathalie FORQUIN Betty FREJAVILLE | | | Tous |
| B9 | Les déclarations de sous-traitance | | | | | | | | | | |
| B10 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la conduite des procédures applicables aux concessions (publication des avis d'appel public à la concurrence, registre des dépôts des candidatures et des offres, rapports de présentation) et à leur conclusion, signature et exécution des contrats de concession | | | | | | | | | | |
| C | GESTION COMPTABLE | | | | | | | | | | |
| C1 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et à l'ordonnancement des recettes | X | Tous | Frédéric LAVALLEE | | | | Betty FREJAVILLE | | | |
| C2 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et au mandatement des dépenses | X | Tous | Frédéric LAVALLEE | | | | Betty FREJAVILLE | | | |
| D | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | | | | | | | | | | |
| D1 | Les décisions portant attribution de congés annuels ou exceptionnels. | X | Tous | Tous | | | | Tous | Tous | Tous | |
| D2 | Les ordres de missions temporaires. | X | Tous | Tous | | | | Tous | Tous | Tous | |
| D3 | Les états d'heures supplémentaires. | X | Tous | Tous | | | | Valérie FONTAINE | | | |
| D4 | Les états de frais de déplacement. | X | Tous | Tous | | | | Nathalie FORQUIN Valérie FONTAINE | Tous | Tous | |

| | DOMAINES MÉTIERS | | | | | | | | | | |
|------------|---|---|-----------------|--|------|--|--|---------------------|------|--|--|
| DEF | DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE | | | | | | | | | | |
| DEF 1 | Les décisions d'agrément, de renouvellement, d'extension d'agrément, de dérogation d'accueil de plus de quatre enfants simultanément et six enfants au total pour les assistants maternels | X | Thierry OLIVIER | | | | | Florence LEPINAY | Tous | | |
| DEF 2 | Les décisions de modification d'agrément avec restriction, suspension, non renouvellement et retrait d'agrément pour les assistants maternels et toutes les décisions prises après examen des situations en commission consultative paritaire départementale, et les décisions de refus | X | Thierry OLIVIER | | | | | Florence LEPINAY | | | |
| DEF 3 | Les contrats de placement | X | Hélène COTTAVOZ | Carole DESMET | | | | | | | |
| DEF 4 | Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément des personnes souhaitant adopter un enfant (pupille de l'Etat ou enfant étranger) | X | Hélène COTTAVOZ | Christian BOUIC | | | | | | | |
| DEF 5 | Les pièces comptables concernant les établissements soumis à tarification | X | Hélène COTTAVOZ | Nobla BENNOUR | | | | Catherine VESPERINI | | | |
| DEF 6 | Les décisions et mesures relatives à l'admission des enfants dans les services de l'aide sociale à l'enfance | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | |
|--------|--|---|-----------------|---|------|--|--|--|------|--|--|--|
| DEF 7 | Les décisions et mesures prises dans l'intérêt de l'éducation et de la santé des mineurs admis dans les services de l'aide sociale à l'enfance à l'exception des autorisations d'hébergement et de sorties des établissements et des décisions relatives aux prestations versées aux assistants familiaux telles que listées dans la délibération en vigueur | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO Carole DESMET | Tous | | | | | | | |
| DEF 8 | Les décisions et mesures de sauvegarde des biens des mineurs admis dans les services de l'aide sociale à l'enfance | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | | |
| DEF 9 | Les décisions et mesures relatives à l'attribution des mesures d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO) administratives | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | | |
| DEF 10 | Les décisions et mesures relatives à la prise en charge des interventions d'une technicienne de l'intervention sociale et familiale (TISF) ou d'une auxiliaire de vie sociale (AVS) à l'exception de celles prises dans le cadre de placements administratifs et judiciaires | X | Tous | Corinne BALESTRIERI | Tous | | | | Tous | | | |
| DEF 11 | Les décisions d'hébergement à l'hôtel pour les adultes et les mineurs | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | | |
| DEF 12 | Les décisions de versement des Allocations Mensuelles (ALM) associées aux Contrats Jeunes Majeurs et aux mineurs émancipés | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | | |
| DEF 13 | Les décisions de versement des allocations mensuelles (ALM) aux mineurs confiés à l'aide sociale à l'enfance dans le cadre de mesures de Placement Éducatif A Domicile | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | | |
| DEF 14 | Les décisions de versement des allocations mensuelles (ALM) aux mineurs bénéficiant de mesures d'Actions Éducatives à Domicile et de mesures d'Actions Éducatives en Milieu Ouvert | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--------|--|---|-----------------|---|------|--|------|---------------------|--|--|--|
| DEF 15 | Les décisions de prise en charge des femmes et de leurs enfants hébergés en maisons maternelles, hôtels maternels ou parentaux ou en centres parentaux | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | |
| DEF 16 | Les décisions de dérogation d'âge pour l'admission dans les établissements et services autorisés au titre de l'aide sociale à l'enfance | X | Tous | Nobla BENNOUR | | | Tous | | | | |
| DEF 17 | Les décisions de prise en charge financière des frais médicaux relatifs aux interventions de médecins, soit médecin traitant, soit médecin agréé ou médecin affilié SOS Médecins | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | |
| DEF 18 | Les décisions de signature de contrats de travail, de licenciement pour les assistants familiaux | X | Hélène COTTAVOZ | Carole DESMET | | | | | | | |
| DEF 19 | Les décisions d'agrément, de refus, de non renouvellement, d'extension, de restriction, de retrait, de suspension d'agrément pour les assistants familiaux | X | Tous | | | | | Florence LEPINAY | | | |
| DEF 20 | Les décisions relatives au remboursement des frais d'hébergement des mineurs confiés à des tiers dignes de confiance (TDC) | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | |
| DEF 21 | Les réponses aux recours gracieux et aux recours administratifs préalables | X | Tous | Tous | Tous | | | Valérie FONTAINE | | | |
| DEF 22 | Les correspondances de saisine de l'autorité judiciaire en vue de décisions dans l'intérêt des mineurs | X | Hélène COTTAVOZ | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO Christian BOUIC | Tous | | | Valérie FONTAINE | | | |
| DEF 23 | Les visas des certificats de réalisation et de conformité des travaux concernant tous les établissements sociaux et médico-sociaux | X | Hélène COTTAVOZ | Nobla BENNOUR | | | X | Catherine VESPERINI | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--------|--|---|---------------------------------------|------------------|--|--|------|------------------------------|--|--|--|
| DEF 24 | Les avis de création, d'extension et de transformation des établissements et services d'accueil d'enfants de moins de six ans | X | Thierry OLIVIER | | | | | Solange GIUGIARO-FLA MENT | | | |
| DEF 25 | Les avis sur le fonctionnement des séjours de vacances, accueils de loisirs avec ou sans hébergement pour les enfants de moins de six ans | X | Thierry OLIVIER | | | | | Solange GIUGIARO-FLA MENT | | | |
| DEF 26 | Les dérogations aux conditions relatives à la durée de l'expérience professionnelle, aux conditions de diplômes pour les établissements et services d'accueil d'enfants de moins de six ans | X | Thierry OLIVIER | | | | | Solange GIUGIARO-FLA MENT | | | |
| DEF 27 | Les courriers d'injonction aux établissements et services d'accueil d'enfants de moins de six ans lorsque la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées | X | Thierry OLIVIER | | | | | Solange GIUGIARO-FLA MENT | | | |
| DEF 28 | Les courriers, mises en demeure ou injonctions visant à remédier à un dysfonctionnement des structures et familles d'accueil | X | Hélène COTTAVOZ Thierry OLIVIER | Nobla BENNOUR | | | | | | | |
| DEF 29 | Les rapports de visite ou d'inspection des établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans et des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) qui sont gérés par une personne physique ou morale de droit privé ou public | X | Thierry OLIVIER | | | | | Solange GIUGIARO-FLA MENT | | | |
| DEF 30 | Les rapports de visite, d'inspection, d'enquêtes administratives des établissements et services autorisés au titre de l'aide sociale à l'enfance | X | Tous | Nobla BENNOUR | | | | Catherine VESPERINI | | | |
| DEF 31 | Les rapports et décisions relatifs aux établissements et services autorisés au titre de l'aide sociale à l'enfance portant sur les autorisations, les extensions, les créations, les restrictions, la tarification, la programmation, le refus de modification de la tarification, les fermetures d'établissements | X | Tous | Nobla BENNOUR | | | Tous | Catherine VESPERINI | | | |
| DEF 32 | Les arrêtés de tarification des établissements et services autorisés au titre de l'aide sociale à l'enfance | X | | | | | | | | | |
| DEF 33 | Les mises en demeure aux services et établissements de l'enfance autorisés au titre de l'aide sociale à l'enfance | X | Tous | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--------|---|---|------|--|---------------|--|------|---------------------|------|--|--|
| DEF 34 | Les rapports d'inspection dans les associations et les rapports d'inspection dans les établissements et services autorisés au titre de l'aide sociale à l'enfance | X | Tous | Nobla BENNOUR | | | Tous | Catherine VESPERINI | | | |
| DEF 35 | La saisine du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale | X | | Hélène COTTAVOZ | | | | | | | |
| DEF 36 | Les lettres de mission définissant l'intervention des agents exerçant les fonctions de contrôleur des établissements et services sociaux et médico-sociaux | X | | Hélène COTTAVOZ | Nobla BENNOUR | | | | | | |
| DEF 37 | Les renouvellements des autorisations et injonctions dans le cadre de la loi n° 2002-2 relative à la rénovation de l'action sociale et médico-sociale | X | | | | | | | | | |
| DEF 38 | Les appels à projet | X | Tous | | | | | | | | |
| DEF 39 | Les décisions, la correspondance administrative, les actes et les pièces pris dans le cadre des élections des représentants des assistants maternels et familiaux à la commission consultative paritaire départementale des assistants maternels et assistants familiaux et de la commission électorale | X | | Thierry OLIVIER | | | | Florence LEPINAY | | | |
| DEF 40 | Les récépissés de dépôt de la liste des candidatures aux élections des assistants maternels et assistants familiaux ou les décisions administratives portant refus d'inscription | X | | Thierry OLIVIER | | | | Florence LEPINAY | | | |
| DEF 41 | Les courriers de réponse aux réclamations relatives aux listes d'électeurs | X | | Thierry OLIVIER | | | | Florence LEPINAY | | | |
| DEF 42 | Les correspondances liées au protocole électoral et à une éventuelle contestation | X | | Thierry OLIVIER | | | | Florence LEPINAY | | | |
| DEF 43 | Les mandats en vue d'une évaluation de la situation ayant fait l'objet d'une information préoccupante | X | Tous | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | Valérie FONTAINE | Tous | | |
| DEF 44 | Les décisions liées au traitement des informations préoccupantes | X | Tous | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | Valérie FONTAINE | Tous | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--------|--|---|------|--|------|--|--|--|--|--|--|
| DEF 45 | Les actes, décisions et formalités en relation avec les situations des mineurs pris en charge au titre de l'aide sociale à l'enfance et/ou accueillis par l'aide sociale à l'enfance, les pouvoirs et représentations devant les juridictions concernées | X | Tous | Corinne BALESTRIERI Paola ABELLONIO | Tous | | | | | | |
|--------|--|---|------|--|------|--|--|--|--|--|--|

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

DGS-SG/
SA

Acte n° AR 2022-1545

**ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AUX
RESPONSABLES DE SERVICE DE LA DIRECTION DE L'AUTONOMIE**

Le Président du Conseil départemental du Var,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3221-1, L.3122-2 et L.3221- 3,

Vu la délibération du Conseil départemental du Var n° A1 du 26 octobre 2022 relative à l'élection de son Président,

Vu l'arrêté départemental n°AR 2022-915 du 7 juillet 2022 portant organisation des services du département du Var,

Vu l'arrêté départemental n° AR 2022-1509 du 11 octobre 2022 portant délégation de signature aux responsables de la direction de l'autonomie,

Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté départemental n° AR 2022-1509 du 11 octobre 2022 portant délégation de signature aux responsables de la direction de l'autonomie,

Sur proposition de la directrice générale des services du Département,

ARRETE

Article 1 : Les délégations de signature concernant les agents ci-après sont accordées à l'effet de

signer, dans la limite de leurs attributions respectives et au nom du du Président du Conseil départemental du Var, les décisions, actes et documents, visés en annexe.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à **Monsieur Frédéric GASTOU**, attaché territorial hors classe, exerçant les fonctions de directeur de l'autonomie.

En son absence ou empêchement, **Monsieur Paul GARNIER**, attaché territorial hors classe, directeur adjoint en charge du pôle offre médico-sociale, bénéficie des mêmes délégations.

Article 3 : Délégation de signature est accordée à **Monsieur Paul GARNIER**, attaché territorial hors classe, directeur adjoint en charge du pôle offre médico-sociale.

Article 4 :

Pôle offre médico-sociale

Délégation de signature est accordée aux responsables des services du pôle offre médico-sociale :

- Madame Nathalie ROMAN, attachée principale territoriale, responsable du service tarification et responsable du service gestion de l'offre médico-sociale par intérim,
- Madame Marie-Madeleine CARLOTTI, médecin territorial hors classe échelon spécial, responsable du service qualité de l'accueil.

Article 5 :

Pôle prestations d'autonomie

Service social d'accompagnement et de coordination gérontologique :

Délégation de signature est accordée à **Madame Géraldine GERFAUD**, attachée principale territoriale, responsable du service social d'accompagnement et de coordination gérontologique.

Service aide sociale / Prestation de compensation de handicap :

Délégation de signature est accordée à **Madame Françoise BOUCHEE**, attachée territoriale principale, responsable du service aide sociale / PCH et responsable de la cellule aide sociale.

En son absence ou empêchement :

- **Madame Lolita RUIZ-MAHIQUES**, attachée principale territoriale, responsable de la cellule prestation de compensation du handicap,
- **Madame Isabelle COLLANGE**, attachée principale territoriale, responsable du service allocation personnalisée d'autonomie à domicile, et responsable de la cellule instruction, bénéficient, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

Cellule prestation de compensation du handicap :

Délégation de signature est accordée à **Madame Lolita RUIZ-MAHIQUES**, attachée territoriale,

responsable de la cellule prestation de compensation du handicap.

Cellule récupération de l'aide sociale :

Délégation de signature est accordée à **Madame Stella LEFEVRE**, attachée territoriale, responsable de la cellule récupération aide sociale.

Service allocation personnalisée d'autonomie à domicile :

Délégation de signature est accordée à **Madame Isabelle COLLANGE**, attachée territoriale, responsable du service allocation personnalisée d'autonomie à domicile et responsable de la cellule instruction.

En son absence ou empêchement :

- **Madame Claire ANTONY**, rédactrice territoriale, responsable de la cellule comptabilité / contrôle APA,

- **Madame Françoise BOUCHEE**, attachée territoriale principale, responsable du service aide sociale / PCH et responsable de la cellule aide sociale, bénéficiant, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

Cellule comptabilité / contrôle APA :

Délégation de signature est accordée à **Madame Claire ANTONY**, rédactrice territoriale, responsable de la cellule comptabilité / contrôle APA.

Cellule évaluations médico-sociales :

Délégation de signature est accordée à **Monsieur Georges LOPEZ**, médecin territorial hors classe, responsable de la cellule évaluations médico-sociales.

Service budget / indicateurs :

Délégation de signature est accordée à **Monsieur Julien SEGARRA**, attaché territorial, responsable du service budget / indicateurs.

En son absence ou empêchement, **Madame Françoise BOUCHEE**, attachée territoriale principale, responsable du service aide sociale / PCH, et responsable de la cellule aide sociale bénéficie des mêmes délégations.

Article 6 : L'arrêté départemental n n° AR 2022-1509 du 11 octobre 2022 précité est abrogé.

Article 7: La directrice générale des services, le directeur de l'autonomie et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en ligne sur le site internet du département du Var.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Président du Conseil départemental du Var et /ou contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les délégataires de signature et dans un délai de deux mois à compter de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application

informatique «télérecours citoyens » accessible par le site « www.telerecours.fr ».

Fait à Toulon, le 26/10/2022

Signé : Jean-Louis MASSON
Le Président du Conseil départemental du Var

Réception au contrôle de légalité : 26 octobre 2022

Référence technique : 83-228300018-20221026-lmc3170156-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

le : 26/10/2022

Pour le Président du Conseil départemental
La directrice générale des services

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 26/10/2022

DIRECTION DE L'AUTONOMIE
ANNEXE A L'ARRETE N° AR 2022-1545
DELEGATIONS ATTRIBUEES EN PROPRE (HORS SUBDELEGATIONS)

| CODE | NATURE DE LA DÉLÉGATION | DIRECTEUR | DIRECTEURS ADJOINTS | RESPONSABLES DE SERVICES | RESPONSABLES DE CELLULES |
|-----------|--|-----------|------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| A | ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | |
| A1 | La correspondance administrative, y compris électronique | X | X | X | X |
| A2 | Les accusés de réception des demandes au sens des dispositions du code des relations entre le public et l'administration. | X | X | X | X |
| A3 | Les conventions (dans la mesure où l'engagement financier du département est inférieur à 23 000 €). | X | X | | |
| A4 | Les certificats administratifs. | X | X | X | X |
| A5 | Les ampliements et copies certifiées conformes des pièces administratives. | X | X | X | X |
| A6 | Les demandes de subventions | X | X | | |
| A7 | Les documents relatifs aux formalités à accomplir auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et du correspondant informatique et libertés du département. | X | X | | |
| A8 | Les réponses aux recours gracieux et aux recours administratifs préalable | X | X | X | X |
| A9 | Les dépôts de plaintes pénales au nom du département | X | | | |
| B | COMMANDE PUBLIQUE DÉFINITIONS : - par le terme «préparation», comprendre tous les actes, décisions et pièces antérieures à la passation du marché , - par le terme «passation», comprendre la signature du marché, - par le terme «exécution», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs à la passation (y compris toute modification sous réserve de l'avis de la commission d'appel d'offres lorsque cet avis est requis conformément aux dispositions de l'article L.1414-4 du code général des collectivités territoriales), hors B4 à B9 | | | | |
| B1 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et à la passation des marchés publics (hors urgence dûment justifiée et urgence impérieuse) | | | | |
| B1-A | dont le montant est inférieur à 40 000 € HT | | | | |
| B1-B | dont le montant est inférieur à 90 000 € HT | | | | |
| B1-C | dont le montant est inférieur au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique hors travaux | | | | |
| B1-D | dont le montant est inférieur à 500 000 € HT pour les travaux | | | | |
| B1-E | dont le montant est supérieur ou égal 500 000 € HT pour les travaux et supérieur ou égal au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique pour les marchés hors travaux | | | | |

| | | | | | |
|------------|---|----------|-------------------|---|---|
| B2 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et la passation des marchés passés en cas d'urgence dûment justifiée prévue aux articles R2161-3-3°, R2161-6-1°, R2161-8-3°, R2161-12 alinéa 2 et R2161-15-3° du code de la commande publique ou d'urgence impérieuse prévue à l'article R2122-1 du code de la commande publique, | | | | |
| B3 | Les actes, décisions et pièces relatifs à l'exécution des marchés publics : | | | | |
| B3-A | hors décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure | | | | |
| B3-B | pour les décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure et résiliation le cas échéant | | | | |
| B4 | Les bons de commande | X | P Garnier | | |
| B5 | Les ordres de service | X | P. Garnier | | |
| B6 | Les opérations préalables à la réception des travaux et les opérations de vérification des fournitures ou des services | X | P Garnier | | |
| B7 | La réception des travaux, fournitures et services | X | P Garnier | | |
| B8 | Les certificats pour paiement | X | P Garnier | | |
| B9 | Les déclarations de sous-traitance | X | P Garnier | | |
| B10 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la conduite des procédures applicables aux concessions (publication des avis d'appel public à la concurrence, registre des dépôts des candidatures et des offres, rapports de présentation) et à leur conclusion, signature et exécution des contrats de concession | X | P Garnier | tous | |
| C | GESTION COMPTABLE | | | | |
| C1 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et à l'ordonnement des recettes | X | P Garnier | I Collange F Bouchée J Ségarra | C Antony L Ruiz-Mahiques S Lefevre |
| C2 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et au mandatement des dépenses | X | P Garnier | I Collange F Bouchée J Ségarra | C Antony L Ruiz-Mahiques S Lefevre |
| D | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | | | | |
| D1 | Les décisions portant attribution de congés annuels ou exceptionnels. | X | P Garnier | TOUS | TOUS |
| D2 | Les ordres de missions temporaires. | X | P Garnier | TOUS | TOUS |
| D3 | Les états d'heures supplémentaires. | X | P Garnier | TOUS | TOUS |
| D4 | Les états de frais de déplacement. | X | P Garnier | TOUS | TOUS |
| | DOMAINES MÉTIERS | | | | |

| | | | | | |
|-------|---|---|-----------|--------------------------|---------------------|
| DA 1 | Les pièces comptables concernant les établissements soumis à tarification | X | P Garnier | | |
| DA 2 | Les réponses aux recours gracieux et aux recours administratifs préalables | X | Tous | | |
| DA 3 | Les visas des certificats de réalisation et de conformité des travaux concernant les établissements sociaux et médico-sociaux | X | P Garnier | N ROMAN | |
| DA 4 | Les appels à projets réglementaires dans le cadre de l'organisation de l'offre médico-sociale et dans le cadre de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie | X | | | |
| DA 5 | Les décisions relatives à la programmation, aux autorisations de création, renouvellement des autorisations, extension, transformation, ainsi qu'aux fermetures d'établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et pour personnes handicapées | X | P Garnier | N ROMAN | |
| DA 6 | Les mises en demeure et injonctions aux services et établissements pour personnes âgées et pour personnes handicapées | X | P Garnier | | |
| DA 7 | Les saisies du Parquet en matière de signalement de maltraitance ou de demande de mise sous protection juridique de personnes âgées et de personnes handicapées | X | P Garnier | MM Carlotti G Gerfaud | |
| DA 8 | Les rapports et décisions relatifs à la tarification en matière d'établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes handicapées et pour personnes âgées | X | P Garnier | N Roman | |
| DA 9 | Les rapports et observations relatifs au contrôle dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et pour personnes handicapées | X | P Garnier | MM Carlotti | |
| DA 10 | La saisine du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale | X | P Garnier | | |
| DA 11 | Les rapports relatifs à la coordination en matière d'institutions sociales et médico-sociales pour personnes âgées et la politique de maintien à domicile des personnes âgées | X | P Garnier | G Gerfaud | G Lopez |
| DA 12 | Les rapports de demandes de subvention d'investissement et de fonctionnement présentés devant la commission des solidarités | X | P Garnier | | |
| DA 13 | Les lettres de mission définissant l'intervention des agents exerçant les fonctions de contrôleur des établissements et services sociaux et médico-sociaux en accueil familial | X | P Garnier | | |
| DA 14 | Les décisions de restriction, de refus ou de retrait d'agrément de particuliers accueillant à leur domicile et à titre onéreux, des personnes âgées et des personnes handicapées adultes | X | P Garnier | G Gerfaud | |
| DA 15 | Les rapports et observations relatifs au contrôle des accueillants familiaux pour personnes âgées et adultes handicapés | X | P Garnier | MM Carlotti | |
| DA 16 | Les injonctions en accueil familial pour personnes âgées et adultes handicapés | X | P Garnier | MM Carlotti | |
| DA 17 | Les rapports et décisions relatifs au suivi médico-social des accueillants familiaux ainsi que des personnes âgées ou handicapées accueillies | X | P Garnier | G Gerfaud | |
| DA 18 | Les décisions individuelles relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie | X | P Garnier | I Collange F Bouchée | G Lopez C Antony |
| DA 19 | Les décisions individuelles relatives aux prestations d'aide sociale au titre du maintien à domicile et de l'hébergement des personnes âgées | X | P Garnier | F Bouchée | |
| DA 20 | Les décisions individuelles relatives à la prestation de compensation du handicap | X | P Garnier | F Bouchée | L Ruiz-Mahiques |

| | | | | | |
|-------|---|----------|------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| DA 21 | Les décisions individuelles relatives à l'allocation compensatrice tierce personne | X | P Garnier | F Bouchée | L Ruiz-Mahiques |
| DA 22 | Les décisions individuelles relatives aux prestations d'aide sociale au titre du maintien à domicile et de l'hébergement des personnes handicapées | X | P Garnier | F Bouchée | |
| DA 23 | Les décisions relatives à l'autorisation donnée aux comptables des établissements sociaux ou médico-sociaux à percevoir les revenus, y compris l'allocation de logement à caractère social, des personnes admises au titre de l'aide sociale | X | P Garnier | F Bouchée | |
| DA 24 | Les décisions relatives à la réquisition et à la radiation d'inscription hypothécaire | X | P Garnier | F Bouchée | S Lefevre |
| DA 25 | Les décisions relatives à l'habilitation des agents départementaux pour contrôler le respect, par les bénéficiaires et les institutions intéressées, des règles applicables aux formes d'aide sociale relevant du Département | X | P Garnier | | |
| DA 26 | Les décisions relatives au remboursement aux centres communaux d'action sociale de la constitution et de l'instruction des dossiers de demande d'aide sociale | X | P Garnier | J. Ségarra F Bouchée | |
| DA 27 | Les courriers de réponse et les décisions relatifs aux remises gracieuses de l'indu réclamé au titre des prestations d'aide sociale des personnes âgées et des personnes handicapées relevant de la compétence du Département | X | P Garnier | | |
| DA 28 | Les courriers de demande de justificatifs d'allocation personnalisée d'autonomie et de notification de trop perçu dans le cadre des contrôles d'effectivité de l'aide | X | P Garnier | F Bouchée I Collange | C Antony L Ruiz-Mahiques |
| DA 29 | Les courriers de demande de justificatifs de prestation de compensation du handicap et de notification de trop perçu dans le cadre des contrôles de l'effectivité de l'aide | X | P Garnier | F Bouchée | L Ruiz-Mahiques |
| DA 30 | Les actes, mémoires, conclusions, documents, pièces de procédures, décisions, formalités et pouvoirs relatifs aux actions en justice intentées au nom du Département et à la défense du Département dans les actions intentées contre lui, en matière de versement de la prestation de compensation du handicap et de l'allocation compensatrice pour tierce personne, de recours en récupération du Département et des recours contre les décisions d'aide sociale en présence d'obligés alimentaires devant les tribunaux de grande instance et les juridictions d'appel. | X | P Garnier | F Bouchée | |
| DA 31 | Les courriers relatifs aux successions, donations, legs et retours à meilleure fortune | X | P Garnier | F Bouchée | S Lefevre |
| DA 32 | Les attestations de créances et déclarations de portefort | X | P Garnier | F Bouchée | S Lefevre |
| DA 33 | Les décisions relatives aux successions, donations, legs et aux retours à meilleure fortune | X | P Garnier | F Bouchée | S Lefevre |
| DA 34 | Les rapports qui s'inscrivent dans le cadre de la gestion de l'offre médico-sociale y compris les appels à projets | X | P Garnier | N ROMAN | |
| DA 35 | Les décisions relatives à l'attribution de la carte mobilité inclusion ainsi que les cartes mobilité inclusion | X | P Garnier | | |
| DA 36 | Les notifications des aides relatives au dispositif APA-Habitat | X | P Garnier | J Ségarra | |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

DGS-SG/
MLN

Acte n° AR 2022-1555

**ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AUX
RESPONSABLES DES SERVICES DE L'ETABLISSEMENT DU CENTRE DEPARTEMENTAL
DE L'ENFANCE**

Le Président du Conseil départemental du Var,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 3221-1 et L. 3221-3,

Vu le code de la fonction publique,

Vu le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A1 du 26 octobre 2022 relative à l'élection de son Président,

Vu l'arrêté départemental n° AR 2022-915 du 7 juillet 2022 portant organisation des services du Département du Var,

Vu l'arrêté départemental n° AR 2022-1506 du 7 octobre 2022 portant délégation de signature aux responsables des services de l'établissement du centre départemental de l'enfance,

Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté départemental n° AR 2022-1506 du 7 octobre 2022 portant délégation de signature aux responsables des services de l'établissement du centre départemental de l'enfance,

Sur proposition de la directrice générale des services du Département du Var,

ARRETE

Article 1 : Les délégations de signature concernant les agents ci-après sont accordées à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives et au nom du Président du Conseil départemental du Var, les décisions, actes et documents, visés en annexe.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à Mme Sabine BELLET, directrice d'établissement

sanitaire, social et médico-social, exerçant les fonctions de directrice de l'établissement « centre départemental de l'enfance ».

En son absence ou empêchement :

- Mme Marie-Ange GAMAIN, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'établissement « centre départemental de l'enfance » en charge du pôle technico-logistique,
 - Mme Mireille BORIE, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'établissement « centre départemental de l'enfance » en charge du pôle éducatif,
 - Mme Marion CORBEL, attachée d'administration hospitalière principale, au « centre départemental de l'enfance » coordonnateur modernisation et sécurisation du CDE,
 - M. Boris DUTHOY, attaché d'administration hospitalière, au « centre départemental de l'enfance » responsable en charge du pôle ressources.
- bénéficient, suivant l'ordre de priorité ci-dessus, des mêmes délégations.

Pôle technico-logistique

Article 3 : Délégation de signature est accordée à Mme Marie-Ange GAMAIN, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'établissement « centre départemental de l'enfance » en charge du pôle technico-logistique.

En son absence ou empêchement, Mme Marion CORBEL, attachée d'administration hospitalière principale, au « centre départemental de l'enfance » coordonnateur modernisation et sécurisation du CDE, bénéficie des mêmes délégations.

Pôle ressources

Article 4 : Délégation de signature est accordée à M. Boris DUTHOY, attaché d'administration hospitalière, au « centre départemental de l'enfance » responsable en charge du pôle ressources.

En son absence ou empêchement, Mme Mireille BORIE, directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'établissement « centre départemental de l'enfance » en charge du pôle éducatif, bénéficie des mêmes délégations.

Pôle éducatif

Article 5 : Délégation de signature est accordée à Mme Mireille BORIE, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'établissement « centre départemental de l'enfance » en charge du pôle éducatif.

En son absence ou empêchement, Mme Marie-Ange GAMAIN, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'établissement « centre départemental de l'enfance » en charge du pôle technico-logistique, bénéficie des mêmes délégations.

Modernisation et sécurisation

Article 6 : Délégation de signature est accordée à Mme Marion CORBEL, attachée d'administration hospitalière principale, au « centre départemental de l'enfance » coordonnatrice modernisation et sécurisation du CDE.

Article 7 : Délégation de signature est accordée aux responsables des services du pôle éducatif :

- Michel BANNWARTH, cadre socio-éducatif, responsable du service de l'aide éducative renforcée à domicile (AERD) Ouest à la Garde et du service d'activité de jour,
- Magali GARRAB, assistante socio-éducative, responsable du service d'internat d'urgence le Figaou à Solliès-Pont,
- Cécile CANANZI, cadre socio-éducative, responsable du service d'internat d'urgence du foyer des moyens au Pradet,
- Muriel MILLOT, cadre socio-éducative, responsable du service de l'aide éducative renforcée à domicile (AERD) Est de Draguignan et de la maison d'enfants à caractère social (MECS) le Nid de Draguignan,
- Nasser BOULASSEL, cadre socio-éducatif, responsable du service d'internat d'urgence la Cigaloune (clos Saint-Jean) à la Valette du Var,
- Emmanuelle AIMAR, cadre socio-éducative, responsable du service d'internat d'urgence Saint-Nicolas à Solliès-Pont,
- Kevin FRANQUI, cadre socio-éducatif, coordonnateur mission urgence et responsable du service veille sociale enfance à la Garde,
- Pascale GALLIANO, cadre de santé, responsable de l'unité Petits loups du service d'internat d'urgence du jardin d'enfants et du service de l'espace santé du Pradet,
- Nathalie DEBRABANT, cadre de santé, responsable du service pouponnière du Pradet,
- Habib JAAFAR, cadre socio-éducative, responsable du service d'internat d'urgence du foyer des grands du Pradet,
- Karine JACQUOT, cadre socio-éducative, responsable du service d'internat d'urgence du foyer des moyens de Draguignan et du service des visites médiatisées de Draguignan,
- Patricia GRAIN, cadre socio-éducative, responsable du service du foyer des grands de Draguignan
- Stéphanie VINGTROIS, cadre socio-éducative, responsable des services résidence mères enfants et espace parents-enfants du Pradet,
- Stéphane JOGUET, cadre socio-éducatif, responsable du service d'internat d'urgence du jardin d'enfants du Pradet.

Article 8 : L'arrêté départemental n° AR 2022-1506 du 7 octobre 2022 précité est abrogé.

Article 9 : La directrice générale des services, la directrice de l'établissement du centre départemental de l'enfance du Var et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en ligne sur le site internet du Département du Var.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Président du Conseil

départemental du Var et/ou contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et dans un délai de deux mois à compter de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyen" accessible par le site "www.telerecours.fr"

Fait à Toulon, le 26/10/2022

Signé : Jean-Louis MASSON
Le Président du Conseil départemental du Var

Réception au contrôle de légalité : 26 octobre 2022

Référence technique : 83-228300018-20221026-lmc3170059A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

le : 26/10/2022

Pour le Président du Conseil départemental

La directrice générale des services

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 26/10/2022

**REFERENTIEL ET TABLEAU
ANNEXE DES MATIERES DELEGUEES**

**ETABLISSEMENT DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE
ANNEXE A L'ARRETE N° AR 2022-1555
DELEGATIONS ATTRIBUEES EN PROPRE (HORS SUB-DELEGATIONS)**

| CODE | NATURE DE LA DELEGATION | Directeur | Directeur(s) adjoint(s) Responsable(s) de Pôle AAH | Chef(s) de service |
|----------|---|-----------|---|--------------------|
| A | AMINISTRATION GENERALE | | | |
| A1 | La correspondance administrative, y compris électronique | X | X | X |
| A2 | Les accusés de réception des demandes au sens des dispositions du code des relations entre le public et l'administration. | | | |
| A3 | Les conventions (dans la mesure où l'engagement financier du Département est inférieur à 23 000 €) | X | | |
| A4 | Les certificats administratifs | X | X | X |
| A5 | Les ampliations et copies certifiées conformes des pièces administratives | X | X | |
| B | COMMANDE PUBLIQUE | | | |
| | DÉFINITIONS : - par le terme «préparation», comprendre tous les actes, décisions et pièces antérieures à la passation du marché , - par le terme «passation», comprendre la signature du marché, - par le terme «exécution», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs à la passation (y compris toute modification sous réserve de l'avis de la commission d'appel d'offres lorsque cet avis est requis conformément aux dispositions de l'article L.1414-4 du code général des collectivités territoriales), hors B4 à B8 | | | |
| B1 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et à la passation des marchés publics (hors urgence dûment justifiée et urgence impérieuse) | | | |
| B1-A | dont le montant est inférieur à 40 000 € HT | X | X | |
| B1-B | dont le montant est inférieur à 90 000 € HT | X | X | |
| B1-C | dont le montant est inférieur au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique hors travaux | | | |
| B1-D | dont le montant est inférieur à 500 000 € HT pour les travaux | | | |
| B1-E | dont le montant est supérieur ou égal 500 000 € HT pour les travaux et supérieur ou égal au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique pour les marchés hors travaux | | | |
| B2 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et la passation des marchés passés en cas d'urgence dûment justifiée prévue aux articles R2161-3-3°, R2161-6-1°, R2161-8-3°, R2161-12 alinéa 2 et R2161-15-3° du code de la commande publique ou d'urgence | X | X | |

| | | | | |
|------|--|---|---|---|
| | impérieuse prévue à l'article R2122-1 du code de la commande publique, | | | |
| B3 | Les actes, décisions et pièces relatifs à l'exécution des marchés publics : | | | |
| B3-A | hors décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure | | | |
| B3-B | pour les décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure et résiliation le cas échéant, | | | |
| B4 | Les bons de commande | X | X | |
| B5 | Les ordres de service | X | X | |
| B6 | Les opérations préalables à la réception des travaux et les opérations de vérification des fournitures ou des services | X | X | |
| B7 | La réception des travaux, fournitures et services | X | X | |
| B8 | Les certificats pour paiement | X | X | |
| B9 | Les déclarations de sous-traitance | | | |
| B10 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la conduite des procédures applicables aux concessions (publication des avis d'appel public à la concurrence, registre des dépôts des candidatures et des offres, rapports de présentation) et à leur conclusion, signature et exécution des contrats de concession | X | | |
| C | CONTRATS DE CONCESSION | | | |
| C | (uniquement pour les directions concluant des contrats de concession) Les actes, décisions et pièces relatifs à la conduite des procédures applicables aux concessions (publication des avis d'appel public à la concurrence, registre des dépôts des candidatures et des offres, rapports de présentation) et à leur exécution, à l'exclusion de la conclusion et de la signature des contrats de concession | | X | |
| D | GESTION COMPTABLE | | | |
| D | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et au mandatement des dépenses et des recettes | X | X | |
| E | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | | | |
| E1 | Les décisions portant attribution de congés annuels ou exceptionnels. | X | X | X |
| E2 | Les ordres de missions temporaires et permanents | X | X | |
| E3 | Les états d'heures supplémentaires | X | X | |
| E4 | Les états de frais de déplacement | X | X | |
| | DOMAINES MÉTIERS | | | |
| CDE1 | Les déclarations de sinistres ou dommages (matériel et ou corporel) | X | X | X |
| CDE2 | Les décisions et mesures prises dans l'intérêt de l'éducation et de la santé des mineurs admis à l'aide sociale à l'enfance (ASE) | X | X | X |
| CDE3 | La notation des agents | X | X | X |
| CDE4 | La signature des états de primes et indemnités diverses ayant une incidence sur le traitement des fonctionnaires de l'Établissement | X | X | |
| CDE5 | L'attribution des cartes professionnelles d'identité | X | X | |
| CDE6 | L'admission des enfants, soit dans le cadre de l'article L222-5 (1er et 3ème) du C.A.S.F (Code de l'Action Sociale et des Familles) en cas | X | X | X |

| | | | | |
|------|--|---|---|---|
| | d'urgence, soit dans le cadre de l'article L223-2 du C.A.S.F. | | | |
| CDE7 | L'admission des enfants en urgence en dehors des heures d'ouverture du Service de l'Aide Sociale à l'Enfance | X | X | X |
| CDE8 | La saisine du Parquet dans le cadre des missions de protections éducatives dévolues au Centre Départemental de l'Enfance du Var, pour faire procéder aux soins d'urgence (anesthésie, autorisation d'opérer, transfusions sanguines) dans l'éventualité où cette autorisation n'apparaît pas au dossier de l'intéressé ou refus de l'un des deux parents | X | X | X |
| CDE9 | Le dépôt de plainte au nom de Monsieur le Président du Conseil Départemental pour toutes les situations relevant de la mission de protection de l'Etablissement et découlant de la prise en charge éducative des mineurs confiés au Centre Départemental de l'Enfance, par l'Aide Sociale à l'Enfance, nécessitant un suivi urgent | X | X | X |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

DGS-SG/
MLN

Acte n° AR 2022-1576

**ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AU SEIN DE LA
DIRECTION GENERALE DES SERVICES**

Le Président du Conseil départemental du Var,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3221-1 et L.3221- 3,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A1 du 26 octobre 2022 relative à l'élection de son Président,

Vu l'arrêté départemental n°AR 2022-915 du 7 juillet 2022 portant organisation des services du département du Var,

Vu l'arrêté départemental n°AR 2022-1502 du 7 octobre 2022 portant délégation de signature au sein de la direction générale des services,

Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté départemental n°AR 2022-1502 du 7 octobre 2022 portant délégation de signature au sein de la direction générale des services,

Sur proposition de la directrice générale des services du Département,

ARRETE

Article 1 : Les délégations de signature concernant les agents ci-après sont accordées à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives et au nom du Président du Conseil départemental du Var, les décisions, actes et documents, visés en annexe.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à **Madame Virginie HALDRIC**, administratrice territoriale générale, directrice générale des services du département du Var.

Missions de modernisation et performance de l'administration

Article 3 : Délégation de signature est accordée à **Monsieur David ZUROWSKI**, administrateur territorial hors classe, directeur général adjoint chargé de la modernisation et de la performance de l'administration.

Article 4 : Délégation de signature est accordée à **Madame Patricia OBEUF**, attachée principale territoriale, responsable de la mission prévention des risques professionnels, rattachée au directeur général adjoint chargé de la modernisation et de la performance de l'administration.

Missions de structuration territoriale

Article 5 : Délégation de signature est accordée à **Monsieur Eric GUERINEAU**, ingénieur en chef hors classe, directeur général adjoint chargé de la structuration territoriale.

Missions des solidarités humaines

Article 6 : Délégation de signature est accordée à **Monsieur Christophe PAQUETTE**, attaché principal territorial, directeur général adjoint chargé des solidarités humaines.

Missions de de la citoyenneté et du développement des territoires

Article 7 : Délégation de signature est accordée à **Madame Didar GELAS**, ingénieure en chef territoriale, directrice générale adjointe chargée de la citoyenneté et du développement des territoires .

Article 8 : L'arrêté départemental n°AR 2022-1502 du 7 octobre 2022 précité est abrogé.

Article 9 : La directrice générale des services et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en ligne sur le site du département du Var.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Président du Conseil départemental du Var et/ou contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les délégataires de signature et dans un délai de deux mois à compter de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site "www.télérecours.fr".

Fait à Toulon, le 26/10/2022

Signé : **Jean-Louis MASSON**
Le Président du Conseil départemental du Var

Réception au contrôle de légalité : 26 octobre 2022

Référence technique : 83-228300018-20221026-lmc3170092-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

le : 26/10/2022

Pour le Président du Conseil départemental
La directrice générale des services

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 26/10/2022

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
ANNEXE A L'ARRETE N° AR 2022-1576
DELEGATIONS ATTRIBUEES EN PROPRE (HORS SUBDELEGATIONS)

| CODE | NATURE DE LA DÉLÉGATION | DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES | DIRECTEURS GENERAUX ADJOINTS / DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE | RESPONSABLE DE LA MISSION PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS |
|-------------|--|---|--|--|
| A | ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | |
| A1 | La correspondance administrative, y compris électronique | X | TOUS | Mme OBEUF |
| A2 | Les accusés de réception des demandes au sens des dispositions du code des relations entre le public et l'administration. | X | TOUS | |
| A4 | Les certificats administratifs. | X | TOUS | |
| A5 | Les ampliatiions et copies certifiées conformes des pièces administratives. | X | TOUS | |
| A6 | Les demandes de subventions | X | TOUS | |
| A7 | Les documents relatifs aux formalités à accomplir auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et du correspondant informatique et libertés du département. | X | TOUS | |
| A8 | Les réponses aux recours gracieux et aux recours administratifs préalables | X | TOUS | |
| DGS 1 | Les conventions | X | TOUS | |
| DGS 2 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la passation des procédures d'appel à candidature ou d'appel à projets et à la conclusion, la notification, l'exécution et la modification des contrats en résultant | X | TOUS | |
| DGS 3 | Les mémoires, actes et pièces de procédures à produire devant toutes juridictions, ainsi que les dépôts de plainte et les actes d'huissiers | X | M. ZUROWSKI | |
| DGS 4 | Les actes de vente qu'ils soient notariés ou en la forme administrative | X | M. GUERINEAU | |
| DGS 5 | La certification du caractère exécutoire des actes pris par l'autorité départementale | X | TOUS | |
| DGS 6 | La notification des décisions à caractère individuel ou collectif votées par l'organe délibérant | X | TOUS | |

| | | | | |
|-----------|--|---|--------------|--|
| DGS 7 | Les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) | X | M. PAQUETTE | |
| DGS 9 | Les arrêtés de tarification des établissements sociaux et médico-sociaux | X | M. PAQUETTE | |
| DGS 10 | Les actes, décisions et pièces relevant du périmètre d'action des missions de modernisation et de la performance de l'administration tel que défini dans l'arrêté portant organisation des services du Département du Var en vigueur. | X | M. ZUROWSKI | |
| DGS 11 | Les actes, décisions et pièces relevant du périmètre d'action des missions de structuration et solidarités territoriales tel que défini dans l'arrêté portant organisation des services du Département du Var en vigueur. | X | M. GUERINEAU | |
| DGS 12 | Les actes, décisions et pièces relevant du périmètre d'action des missions solidarités humaines tel que défini dans l'arrêté portant organisation des services du Département du Var en vigueur. | X | M. PAQUETTE | |
| DGS 13 | Les actes, décisions et pièces relevant du périmètre d'action des missions de citoyenneté et de développement des territoires tel que défini dans l'arrêté portant organisation des services du Département du Var en vigueur. | X | MME GELAS | |
| B | <p align="center">COMMANDE PUBLIQUE</p> <p>DÉFINITIONS : par le terme «préparation», comprendre tous les actes, décisions et pièces antérieures à la passation du marché , - par le terme «passation», comprendre la signature du marché, - par le terme «exécution», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs à la passation (y compris toute modification sous réserve de l'avis de la commission d'appel d'offres lorsque cet avis est requis conformément aux dispositions de l'article L.1414-4 du code général des collectivités territoriales), hors B4 à B8</p> | | | |
| B1 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et à la passation des marchés publics (hors urgence dûment justifiée et urgence impérieuse) | | | |
| B1-A | dont le montant est inférieur à 40 000 € HT | X | TOUS | |
| B1-B | dont le montant est inférieur à 90 000 € HT | X | TOUS | |
| B1-C | dont le montant est inférieur au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique hors travaux | X | TOUS | |
| B1-D | dont le montant est inférieur à 500 000 € HT pour les travaux | X | TOUS | |
| B1-E | dont le montant est supérieur ou égal 500 000 € HT pour les travaux et supérieur ou égal au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique pour les marchés hors travaux | X | TOUS | |

| | | | | |
|----------|---|---|-----------------------------|--|
| B2 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et la passation des marchés passés en cas d'urgence dûment justifiée prévue aux articles R2161-3-3°, R2161-6-1°, R2161-8-3°, R2161-12 alinéa 2 et R2161-15-3° du code de la commande publique ou d'urgence impérieuse prévue à l'article R2122-1 du code de la commande publique, | X | TOUS | |
| B3 | Les actes, décisions et pièces relatifs à l'exécution des marchés publics : | | | |
| B3-A | hors décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure | X | TOUS | |
| B3-B | pour les décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure et résiliation le cas échéant, | X | TOUS | |
| B4 | Les bons de commande | X | TOUS | |
| B5 | Les ordres de service | X | TOUS | |
| B6 | Les opérations préalables à la réception des travaux et les opérations de vérification des fournitures ou des services | | | |
| B7 | La réception des travaux, fournitures et services | X | TOUS | |
| B8 | Les certificats pour paiement | X | TOUS | |
| B9 | Les déclarations de sous-traitance | X | TOUS | |
| B10 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la conduite des procédures applicables aux concessions (publication des avis d'appel public à la concurrence, registre des dépôts des candidatures et des offres, rapports de présentation) et à leur conclusion, signature et exécution des contrats de concession | X | M. GUERINEAU M. ZUROWSKI | |
| C | GESTION FINANCIERE | | | |
| DF 3 | La gestion de la dette (hors emprunts obligataires) : Les actes, décisions et pièces relatifs aux opérations de négociation et de mise en place des prêts départementaux à court, moyen et long termes et opérations de réaménagement, y compris la dette garantie et la signature des contrats. - Les actes, décisions et pièces relatifs aux opérations de négociation et de gestion du risque de taux des emprunts départementaux et de la dette garantie y compris la signature des contrats. | X | M. ZUROWSKI | |

| | | | | |
|----------|--|---|-------------|-----------|
| C1 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et à l'ordonnancement des recettes | | | |
| C2 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et au mandatement des dépenses | | | |
| D | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | | | |
| DGS 8 | Les décisions relatives au personnel de la collectivité | X | M. ZUROWSKI | |
| D1 | Les décisions portant attribution de congés annuels ou exceptionnels. | X | TOUS | Mme OBEUF |
| D2 | Les ordres de missions temporaires. | X | TOUS | Mme OBEUF |
| D3 | Les états d'heures supplémentaires. | X | TOUS | Mme OBEUF |
| D4 | Les états de frais de déplacement. | X | TOUS | Mme OBEUF |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

DGS-SG/
EK

Acte n° AR 2022-1634

**ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AUX
RESPONSABLES DE LA DIRECTION DES FINANCES**

Le Président du Conseil départemental du Var exerçant provisoirement les fonctions de Président du Conseil départemental du Var,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3221-1, L.3122-2 et L.3221-3,

Vu l'arrêté départemental n°AR 2022-915 du 7 juillet 2022 portant organisation des services du département du Var,

Vu l'arrêté départemental n°AR 2022-1516 du 11 octobre 2022 portant délégation de signature aux responsables des services de la direction des finances,

Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté départemental n°AR 2022-1516 du 11 octobre 2022 portant délégation de signature aux responsables des services de la direction des finances,

Sur proposition de la directrice générale des services du Département du Var,

ARRETE

Article 1 : Les délégations de signature concernant les agents ci-après sont accordées à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives et au nom du Président du Conseil départemental, les décisions, actes et documents, visés en annexe.

Article 2 : Délégation de signature, est accordée à Madame Pascale FAFOURNOUX, administratrice territoriale hors classe, exerçant les fonctions de directrice des finances.

-En son absence ou en cas d'empêchement, Monsieur Julien ROULPH, attaché territorial principal, directeur adjoint des finances, bénéficie des mêmes délégations.

Service Europe

Article 3 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Jérémie DUBOIS, ingénieur territorial principal, exerçant les fonctions de responsable du service Europe.

Article 3-1 : Délégation de signature est accordée aux responsables de cellule :

Madame Aude PALMARO, ingénieure territoriale principale, responsable de la cellule appui aux projets européens

Monsieur Guillaume RIVEL, attaché territorial, responsable de la cellule fonds social européen bénéficient des mêmes délégations suivant l'ordre de priorité ci-dessus.

Pôle budgets, prospectives et financements

Article 4: Délégation de signature est accordée à Madame Nora BENDIB, attachée territoriale principale, en sa qualité de responsable du pôle budgets, prospectives et financements.

Service production budgétaire

Article 5 : Délégation de signature est accordée à Madame Sandra LABATUT, attachée territoriale principale, responsable du service production budgétaire.

Article 5-1 : Délégation de signature est accordée aux responsables de cellule : -Madame Murielle RIGHI, rédactrice principale 1er classe, responsable de la cellule budget et dialogue financier

- Madame Linda GOEDERT-BRANES, attachée territoriale, responsable de la cellule de gestion de l'actif immobilisé

Service ingénierie financière et contrôle de gestion

Article 6 : Délégation de signature est accordée à Madame Danielle CARRAUD, attachée territoriale principale, responsable du service ingénierie financière et contrôle de gestion.

Article 6-1: Délégation de signature est accordée aux responsables de cellule : - Monsieur Frédéric PELAGALLI, rédacteur principal de 2ème classe, responsable de la cellule grands partenaires et obligations légales

- Monsieur Laurent GIRAUD, attaché territorial, responsable de la cellule actionnariats et analyses financières

Pôle exécution financière et subventions

Article 7: Délégation de signature est accordée à Madame Magali DULJAN, attachée territoriale principale, en sa qualité de responsable du pôle exécution financière et subventions.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali DULJAN , Monsieur Julien ROULPH, attaché territorial principal, directeur adjoint des finances, bénéficie des mêmes

délégations.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali DULJAN et de Monsieur Julien ROULPH, Madame Laurence TOURNIER, attachée territoriale principale, responsable du service exécution, bénéficie de la délégation pour signer les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et au mandatement des dépenses du périmètre non mutualisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien ROULPH, Madame Laurence TOURNIER, attachée territoriale principale, responsable du service exécution, bénéficie de la délégation pour signer les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et l'ordonnancement des recettes.

Service exécution budgétaire

Article 8 : Délégation de signature est accordée à Madame Laurence TOURNIER, attachée territoriale principale, responsable du service exécution budgétaire.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence TOURNIER et de Madame Magali DULJAN, Monsieur Julien ROULPH, attaché territorial principal, directeur adjoint des finances, bénéficie des mêmes délégations.

Article 8-1 : Délégation de signature est accordée aux responsables de cellule :

En cas d'absence ou d'empêchement des responsables de cellule et de Madame Laurence TOURNIER et de Madame Magali DULJAN, Monsieur Julien ROULPH, attaché territorial principal, directeur adjoint des finances, bénéficie des mêmes délégations.

- Madame Patricia PIERS, rédactrice territoriale principale de 2ème classe, responsable de la cellule de mandatement n°1,
- Madame Marie-Anne GOGIBUS, rédactrice territoriale principale 2ème classe, responsable de la cellule de mandatement n°2,
- Madame Jacqueline BARBATI, rédactrice territoriale principale 1ère classe, responsable de la cellule de mandatement n°3,
- Monsieur Antonio BENEY, adjoint administratif territorial, responsable de la cellule de mandatement n°4,
- Madame Marina GRASSAUD, adjointe administrative territoriale principale 1ère classe, responsable de la cellule de mandatement n°5,
- Madame Elisabeth AMEN, adjointe administrative territoriale principale 1ère classe, responsable de la cellule de mandatement n°6,
- Monsieur Marceau DELL UNTO, rédacteur territorial 2ème classe, responsable de la cellule de mandatement n°7,
- Madame Déborah SACCARELLO, rédactrice territoriale principale 2ème classe, responsable de la cellule comptabilité et contrôle qualité.

Service partenariats externes et relations institutionnelles

Article 9 : Délégation de signature est accordée à Madame Magali DULJAN, attachée territoriale principale, responsable du pôle exécution. En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur Julien ROULPH, attaché territorial principal, directeur adjoint des finances, bénéficie des mêmes délégations.

Article 9-1 : Délégation de signature est accordée aux responsables de cellule. En cas d'absence ou d'empêchement des responsables de cellules et de Madame Magali DULJAN, Monsieur Julien ROULPH, attaché territorial principal, directeur adjoint des finances, bénéficie des mêmes délégations.

- Madame Fabienne SCOTTO, rédactrice territoriale principale 1ère classe, responsable de la cellule relations institutionnelles,
- Madame Amandine CESARI, rédactrice territoriale principale 2ème classe, responsable de la cellule partenariats externes,

Article 10 : L'arrêté départemental n°AR 2022-1516 du 11 octobre 2022 précité est abrogé.

Article 11 : La directrice générale des services, la directrice des finances et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mise en ligne sur le site du Département du Var.

Article 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Président du Conseil départemental du Var et/ou contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les délégataires de signature et dans un délai de deux mois à compter de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site "www.telerecours.fr"

Fait à Toulon, le 26/10/2022

Signé : **Jean-Louis MASSON**
Le Président du Conseil départemental du Var

Réception au contrôle de légalité : 26 octobre 2022

Référence technique : 83-228300018-20221026-lmc3170546-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

le : 26/10/2022

Pour le Président du Conseil départemental
La directrice générale des services

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 26/10/2022

DIRECTION DES FINANCES
ANNEXE A L'ARRETE N° AR 2022-1634
DELEGATIONS ATTRIBUEES EN PROPRE (HORS SUBDELEGATIONS)

| CODE | NATURE DE LA DÉLÉGATION | DIRECTEUR | DIRECTEUR ADJOINT | RESPONSABLE DE PÔLE | RESPONSABLES DE SERVICE | RESPONSABLES DE CELLULE |
|-------------|---|-----------|-------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| A | ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | |
| A1 | La correspondance administrative, y compris électronique | X | X | M. DULJAN | TOUS | TOUS |
| A2 | Les accusés de réception des demandes au sens des dispositions du code des relations entre le public et l'administration. | X | X | | | TOUS |
| A3 | Les conventions (dans la mesure où l'engagement financier du département est inférieur à 23 000 €). | X | X | | | |
| A4 | Les certificats administratifs. | X | X | M. DULJAN | L.TOURNIER | TOUS |
| A5 | Les demandes de subventions | X | X | | | |
| A6 | Les documents relatifs aux formalités à accomplir auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) et du Correspondant Informatique et Libertés du département. | X | X | | | |
| A7 | Les réponses aux recours gracieux et aux recours administratifs préalables | X | X | | | |
| A8 | Les dépôts de plaintes pénales au nom du département | X | X | | | |
| B | COMMANDE PUBLIQUE DÉFINITIONS : - par le terme «préparation», comprendre tous les actes, décisions et pièces antérieures à la passation du marché (définition du besoin, allotissement, rédaction du marché) ainsi que le lancement de la publicité préalable - par le terme «passation», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs au lancement de la publicité préalable (demandes de compléments, négociation, déclaration sans suite, signature et notification du marché) - par le terme «exécution», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs à la passation (y compris modifications et résiliation) à l'exception des actes codifiés B5 à B9 | | | | | |
| B1-A | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et à la passation des marchés publics et accords-cadres passés selon une procédure adaptée : | | | | | |
| B1-A1 | dont le montant est inférieur à 40 000 € HT pour les fournitures ou services | X | X | | | |
| B1-A2 | dont le montant est inférieur à 40 000 € HT pour les travaux | | | | | |

| | | | | | |
|-------------|---|---|---|--|--|
| B1-A3 | dont le montant est inférieur à 90 000 € HT pour les fournitures ou services | | | | |
| B1-A4 | dont le montant est inférieur à 90 000 € HT pour les travaux | | | | |
| B1-A5 | dont le montant est inférieur au seuil européen pour les marchés de fournitures courantes et services | | | | |
| B1-A6 | dont le montant est inférieur à 500 000 € HT pour les travaux | | | | |
| B1-A7 | Les marchés publics ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (article R2123-1 3° du CCP) | X | X | | |
| B1-A8 | Les marchés publics ayant pour objet des services juridiques de représentation (article R2123-1 4° du CCP) | | | | |
| B1-B | Les actes, décisions et pièces relatifs à l'exécution des marchés publics et accords-cadres passés selon une procédure adaptée : | | | | |
| B1-B1 | dont le montant est inférieur à 40 000 € HT pour les fournitures ou services | X | X | | |
| B1-B2 | dont le montant est inférieur à 40 000 € HT pour les travaux | | | | |
| B1-B3 | dont le montant est inférieur à 90 000 € HT pour les fournitures ou services | | | | |
| B1-B4 | dont le montant est inférieur à 90 000 € HT pour les travaux | | | | |
| B1-B5 | dont le montant est inférieur au seuil européen pour les marchés de fournitures courantes et services | | | | |
| B1-B6 | dont le montant est inférieur à 500 000 € HT pour les travaux | | | | |
| B1-B7 | Les marchés publics ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (article R2123-1 3° du CCP) | X | X | | |
| B1-B8 | Les marchés publics ayant pour objet des services juridiques de représentation (article R2123-1 4° du CCP) | | | | |
| B2 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics et des accords-cadres passés selon l'une des procédures formalisées citées aux articles R2124-1 à R2124-6 du CCP | | | | |
| B3 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics et accords-cadres négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables visés aux articles R2122-2 à R2122-11 du CCP | X | X | | |
| B4 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation, la passation et l'exécution des marchés et accords-cadres passés en cas d'urgence dûment justifiée prévue aux articles R2161-3 3°, R2161-6 1°, R2161-8 3° et R2161-12 du CCP ou d'urgence impérieuse prévue à l'article R2122-1 du CCP , lorsque les crédits sont inscrits au budget | X | X | | |
| B5 | Les bons de commande et ordres de service | X | X | | |
| B6 | Les opérations préalables à la réception des travaux et les opérations de vérification des fournitures ou des services | X | X | | |

| | | | | | | |
|-----|---|---|---|----------|-----------------------------------|---|
| B7 | La réception des travaux, fournitures et services | X | X | | N.BENDIB D.CARRAUD J.DUBOIS | |
| B8 | Les actes, décisions et pièces relatifs à la conduite des procédures applicables aux concessions (publication des avis d'appel public à la concurrence, registre des dépôts des candidatures et des offres, rapports de présentation) et à leur exécution, à l'exclusion de la conclusion et de la signature des contrats de concession | | | | | |
| C | GESTION COMPTABLE | | | | | |
| C1 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et au mandatement des dépenses du périmètre mutualisé | X | X | | L.TOURNIER | P.PIERS-M-A GOGIBUS J.BARBATI A.BENEY M.GRASSAUD E.AMEN M.DELL'UNTO D.SACCARELLO + F.SCOTTO |
| C2 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et au mandatement des dépenses du périmètre non mutualisé | X | X | M.DULJAN | L.TOURNIER | |
| C3 | Les bordereaux et autres pièces comptables, visas et formules exécutoires liés à la liquidation et à l'ordonnancement des recettes | X | X | M.DULJAN | L.TOURNIER | |
| D | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | | | | | |
| D1 | Les décisions portant attribution de congés annuels ou exceptionnels. | X | X | X | TOUS | TOUS |
| D2 | Les ordres de missions temporaires. | X | X | X | TOUS | |
| D3 | Les états d'heures supplémentaires. | X | X | | | |
| D4 | Les états de frais de déplacement. | X | X | X | | |
| | DOMAINES MÉTIERS | | | | | |
| MPA | MODERNISATION ET PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION | | | | | |
| DF | DIRECTION DES FINANCES | | | | | |

| | | | | | | |
|-------|--|---|---|--|--|--------------|
| DF 1 | Les états de poursuite par voie de saisie. | X | X | | | |
| DF 2 | Les déclarations de T.V.A. | X | X | | | D.SACCARELLO |
| DF 3 | La gestion de la dette (hors emprunts obligataires) : Les actes, décisions et pièces relatifs aux opérations de négociation et de mise en place des prêts départementaux à court, moyen et long termes et opérations de réaménagement, y compris la dette garantie et la signature des contrats. - Les actes, décisions et pièces relatifs aux opérations de négociation et de gestion du risque de taux des emprunts départementaux et de la dette garantie y compris la signature des contrats. | X | X | | | |
| DF 4 | Le versement des subventions (FCTVA, DGE... et des états fiscaux) | X | X | | | |
| DF 5 | <i>(Uniquement dans le cadre d'une convention attributive de Fonds Social Européen au département pour ses services, impliquant une direction gestionnaire du FSE et et une direction bénéficiaire du FSE)</i> Les conventions issues de la mise en œuvre d'une subvention globale de Fonds Social Européen, conclues entre deux directions du département et portant engagement financier de la collectivité d'un montant inférieur à 500 000 € | X | X | | | J.DUBOIS |
| DF 6 | <i>(au titre des Subventions Globales de Fonds Social Européen (FSE)</i> Tout document (actes, décision, courriers et pièces...) relatif et nécessaire : - aux montage, mise en œuvre et suivi administratif, technique et financier des subventions globales du Fond Social Européen (dont la conduite de procédures, instruction, lancement, passation, conclusion et notification...) - Tout document sollicité par les instances administratives habilitées à la gestion, au suivi, à l'évaluation et au contrôle des aides du Fonds Social Européen. | X | X | | | J.DUBOIS |
| DF 7 | <i>(au titre des Appels à Projet, Appels à Idées, à Thèse ...)</i> hors FSE Tout document technique, administratif, financier relatif et/ou nécessaire à l'instruction, au lancement, à la passation, la conclusion et la notification de ces Appels à Projets, Idées, Thèse ou autre, relatif aux politiques départementales et susceptible de mobiliser des fonds externes au budget du département. | X | X | | | J.DUBOIS |
| DF 8 | <i>Exécution de projets européens ou de coopération décentralisée</i> Tout document technique, administratif, financier relatif et/ou nécessaire à la conduite de projet (instruction, lancement, passation, conclusion et notification) mobilisant des fonds externes européens et/ou de coopération décentralisée et/ou nationaux. | X | X | | | J.DUBOIS |
| DF 9 | <i>Régies comptables</i> Toutes décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies d'avances, régies de recettes ou régies d'avances et de recettes nécessaires au bon fonctionnement des services de la collectivité | X | X | | | |
| DF 10 | <i>Régies comptables</i> Toutes décisions pour nommer ou révoquer le régisseur et mandataires des régies d'avances et de recettes nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité | X | X | | | |

PARTOUT, POUR TOUS,
LE VAR ACTEUR DE VOTRE QUOTIDIEN



390, avenue des lices • CS 41303 • 83076 Toulon cedex